



Cette action est financée par l'Union européenne

## ANNEXE 2

de la décision de la Commission relative au Programme Annuel d'Action 2015 en faveur de la Côte d'Ivoire

Document relatif à l'action pour Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire (ENERGOS)

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire (ENERGOS) Numéro CRIS: 037-943 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)			
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Côte d'Ivoire L'action sera menée à l'endroit suivant: Abidjan, Bouaké, San Pedro pour les volets travaux; toute la Côte d'Ivoire pour les volets branchements sociaux et appui institutionnel			
<b>3. Document de programmation</b>	PIN 2014-2020 Document national pluriannuel			
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	Energie (51% du PIN 11 <sup>e</sup> FED)			
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé: <b>188 384 000 EUR</b> - Montant total de la contribution du FED : 70 735 000 EUR - La présente action fait l'objet d'un cofinancement parallèle de la part de la Banque européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de 117 649 000 EUR.			
<b>6. Modalités d'aide et modalités de mise en œuvre</b>	Modalité de projet - Gestion indirecte avec le pays bénéficiaire - Gestion indirecte avec l'Agence française de Développement (AFD)			
<b>7. Codes CAD</b>	23010 - 23040			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>

	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	NA			

## RÉSUMÉ

Le projet a pour objectif:

- l'augmentation du nombre d'abonnés et l'amélioration de la qualité de la fourniture d'électricité dans l'ensemble du pays à travers (i) la réalisation de travaux d'extension et renforcement du réseau électrique en milieu péri-urbain et (ii) l'appui au programme de branchements sociaux dénommé « Programme Electricité pour Tous » ;
- l'accompagnement à la création d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant le développement des énergies renouvelables (notamment en favorisant l'investissement privé), ainsi que le développement d'actions d'efficacité énergétique dans l'ensemble du pays.

Cette intervention contribuera en outre à ce que le secteur électrique atteigne progressivement son équilibre financier et devienne apte à financer l'entretien et le développement des réseaux de distribution, en faisant appel de manière équilibrée à son propre autofinancement et à l'emprunt.

Ce projet a été identifié en collaboration avec la BEI, qui contribuera au financement de travaux de mise à niveau des réseaux de distribution électrique dans les zones conjointement identifiées et au renforcement du système de dispatching national (actions complémentaires à la composante "accès" du présent projet) ainsi qu'à la réalisation d'un programme d'éclairage

public efficace (action complémentaire à la composante "efficacité énergétique" du présent projet), pour un montant total estimé de 117,7 millions d'EUR.

En lien avec l'initiative pôles de croissance de la Banque Mondiale et dans l'optique de donner une certaine continuité aux interventions de l'UE dans le passé, il a été décidé de concentrer les activités du présent projet, pour sa partie accès, sur San Pedro, Bouaké et Abidjan.

Ce projet inclut de l'appui institutionnel qui prévoit l'accompagnement à l'élaboration des textes réglementaires d'application du code de l'électricité en vue notamment de permettre la libéralisation de la production, de la distribution et de la vente d'électricité en particulier dans les zones hors réseaux.

Un dialogue direct avec le secteur sera établi en vue de préparer les futures actions d'accompagnement des entreprises dans l'amélioration de leurs performances énergétiques et l'identification d'opportunités.

Ce dialogue portera aussi une attention particulière sur le développement des programmes d'accès des populations à l'électricité en milieu rural et périurbain, ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables dans la production d'énergie, tels que spécifiés dans les objectifs spécifiques du secteur "Energie" dans le PIN 11<sup>e</sup> FED.

## **1 CONTEXTE**

### **1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique**

#### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

La politique nationale de l'énergie, en cohérence avec le Plan national de Développement (PND) 2012-2015 vise à mettre à la disposition de l'économie et des populations une énergie abondante, de bonne qualité et bon marché, qui intègre non seulement les besoins nationaux mais également ceux de la sous-région ouest-africaine. Elle vise aussi à assurer progressivement l'équilibre financier de l'ensemble du secteur, et tout particulièrement du secteur électrique.

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire à travers le Ministère du Pétrole et de l'Energie a élaboré en 2011 un Plan stratégique de Développement à l'Horizon 2030, qui définit quatre grands domaines stratégiques : i) l'adéquation entre l'offre et la demande ; ii) l'énergie durable par le développement des énergies renouvelables ; iii) la révision du cadre institutionnel et le renforcement des capacités et iv) la viabilité financière. Un Séminaire national énergie en 2012 a précisé ces grandes orientations.

Cette politique reste pour une part au niveau des objectifs, et les stratégies pour les atteindre sont en partie identifiées et en cours de mise en place. La « stratégie » reste encore largement basée sur la réalisation d'un nombre important de projets (plutôt que de programmes sectoriels) dont le coût prévisionnel de l'investissement est d'environ 9 474 milliards FCFA, pour la période 2012-2030, dont on attend qu'un peu plus de 80% soient financés par le secteur privé. Pour préciser cette vision, le Gouvernement de Côte d'Ivoire se dote actuellement de Plans directeurs : « Distribution », « Automatisation et Téléconduite » et « Electrification rurale », encore en préparation.

Le « Plan directeur Production et Transport » a été finalisé fin 2014. Le Plan directeur « Distribution » est en cours d'approbation. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire a élaboré un Programme national d'Electrification rurale (PRONER) adopté en Conseil des Ministres le 2 juillet 2013. Un nouveau Code de l'électricité a été adopté le 24 mars 2014 par l'Assemblée nationale. Il traduit la volonté de l'Etat de l'ouverture d'autres segments que la production à la

concurrence en définissant le nouveau cadre institutionnel et de régulation pour les investissements dans le secteur. Il reste néanmoins encore un peu timide sur les incitations d'investissement spécifiques dans les énergies renouvelables. Le Gouvernement a sollicité et obtenu un appui de l'UE à travers la TAF (Technical Assistance Facility) de l'initiative SE4ALL pour l'appui à l'élaboration des textes d'applications de ce nouveau code. La Mission a démarré à la mi-mars 2015 et la finalisation des différents textes est en cours.

Un Fonds Revolving pour le préfinancement de branchements à caractère sociaux a été mis en place par le Gouvernement. Il concernait dans un premier temps les extensions de réseaux réalisés dans le cadre d'un projet Banque Mondiale et des projets Facilité Energies de l'UE-ACP (l'apport initial étant de 70.000 FCFA par branchement; le reste étant financé par un fonds revolving). D'abord modestes, les résultats de ce fonds en termes de renforcement de l'accès sont aujourd'hui très encourageants et à soutenir. Il se généralise à l'ensemble du territoire à travers le Programme Electricité pour Tous PEPT. Le PEPT a été initié par le Ministère du Pétrole et de l'Energie et adopté par le Gouvernement en mai 2014. L'objectif du PEPT, chiffré à 270 milliards de FCFA mais dont les sources de financements ne sont pas encore définies, est de donner un accès effectif à l'électricité à l'horizon 2020 à l'ensemble de la population à travers des modalités souples d'acquisition des branchements-abonnements.

Le projet ENERGOS aborde la problématique dans sa composante "branchements sociaux".

Concernant les énergies nouvelles et renouvelables et l'efficacité énergétique, le Gouvernement a affiché sa volonté de les développer. Ainsi, un inventaire des projets de production à base d'énergies nouvelles et renouvelables a été établi dans le cadre du plan directeur Production-Transport. Il faut également l'accompagner d'une stratégie permettant notamment de développer un cadre adéquat pour l'investissement afin de concrétiser les projets des nombreux investisseurs qui sont prêts à intervenir. Un appel à manifestation d'intérêt lancé récemment sur le sujet a permis d'enregistrer 65 entreprises qui ont soumis 164 manifestations d'intérêt selon les 7 types de prestations définies. L'UE à travers la TAF, va contribuer à la définition d'une stratégie et d'un plan d'action pour la promotion des énergies nouvelles et renouvelables et l'efficacité énergétique.

Dans cet ordre d'idée, la feuille de route de mise en œuvre du Protocole d'Accord signé entre l'UE, la Côte d'Ivoire et la France qui vise une collaboration renforcée dans le domaine de l'énergie durable fournira une matrice des actions d'ordre stratégique à mettre en œuvre dans le secteur de l'énergie.

Bien que le secteur de l'électricité soit générateur, en Côte d'Ivoire, de revenus importants, il est logique pour l'UE d'intervenir via l'octroi de dons à la fois pour contribuer à l'augmentation rapide de la couverture électrique sur l'ensemble du territoire, mais aussi pour garantir l'accès de tous à l'électricité, en ligne avec l'initiative Energie durable Pour Tous (SE4ALL). Ce projet contribuera par ailleurs à la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat économique (APE) et fait partie de l'appui de l'UE au Programme APE pour le Développement (PAPED) de l'Afrique de l'Ouest.

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

Les principales parties prenantes du projet sont :

- Le Ministère du Pétrole et de l'Energie (MPE) à travers la Direction générale de l'Energie. Son rôle est central dans la définition et la mise en œuvre des réformes institutionnelles, très attendues et nécessaires pour assurer les engagements sectoriels du PND.

- La Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES), structure à laquelle l'Etat a délégué (décembre 2011) la gestion administrative, financière et comptable du patrimoine du sous-secteur de l'électricité, et la maîtrise d'œuvre des investissements du secteur de l'électricité.
- La Compagnie ivoirienne d'Electricité (CIE), société privée qui a une convention de concession avec l'Etat depuis 1990 dans le cadre de laquelle elle exploite les ouvrages publics de production, de transport et de distribution.
- L'Autorité nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité (ANARE), organe de régulation du secteur.
- Le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité urbaine et du Développement durable (MINESUDD), qui doit veiller à l'intégration d'éléments de développement durable (comme les énergies nouvelles et renouvelables et l'efficacité énergétique) dans la politique sectorielle énergie.
- Le Ministère en charge de l'Economie et des Finances.
- Le Ministère en charge du Budget.
- Le Ministère d'Etat Ministère du Plan et du Développement responsable du suivi du PND.
- Les autorités locales (communales et régionales) des zones ciblées par le projet.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

L'analyse des problèmes a permis d'identifier quatre problématiques principales:

#### **Equilibre précaire entre offre et demande d'énergie:**

La production électrique de la Côte d'Ivoire en 2014 est de 8.202 GWh, 75% d'origine thermique et 25% d'origine hydraulique. Si, d'un côté, ceci permet à la Côte d'Ivoire d'être pays exportateur (les ventes à l'exportation ont atteint 897 GWh en 2014, avec une augmentation de 8.3% par rapport à 2013), de l'autre côté il s'agit d'une indépendance fragile (liée aux prix du gaz, basée sur une production thermique à faibles rendements) et insuffisante pour suivre le rythme de croissance de la demande nationale et internationale. Si les efforts du Gouvernement se concentrent sur l'augmentation des capacités de production thermique et de grosse hydroélectricité (qui a été délaissée depuis le début des années 90), le parc de production à base d'énergies nouvelles et renouvelables reste très faible, malgré le potentiel existant, notamment dans la petite hydro, la biomasse et le solaire. Les investissements dans ce type de projet ont encore une rentabilité moyenne, compte tenu des tarifs de l'électricité en vigueur, et devraient pouvoir bénéficier soit d'incitations financières, soit de tarifs de rachat plus attractifs.

#### **Accès limité:**

78% de la population habite dans des localités électrifiées (taux d'accès), alors que seulement 31% de la population a effectivement un abonnement à l'électricité (taux d'électrification). Ce grand écart est essentiellement dû à l'absence de projets d'envergure de renforcement et d'extension du réseau de distribution et au coût élevé du branchement par rapport au revenu moyen des ménages. Le taux de couverture moyen national se situe autour de 40% (nombre de villages électrifiés par rapport au nombre total de villages). Si le coût des travaux d'extension du réseau rend difficile la couverture de certaines zones éloignées, l'absence d'un cadre réglementaire favorable empêche le développement de projets par mini-réseaux

décentralisés, malgré une demande et un potentiel réel (notamment dans le solaire, la petite hydraulique et la biomasse).

#### Faible rendement global du réseau électrique:

Selon les chiffres de la CIE, le rendement global du système électrique est actuellement de 80%. Ce faible taux est principalement dû à la dégradation du rendement de transport induit par sa saturation, et au faible rendement de la distribution, dont les pertes techniques et commerciales (dus principalement à la fraude) causent une perte financière pour l'Etat estimée à 50 milliards de FCFA par an.

Le réseau de distribution souffre d'un défaut de renouvellement et renforcement depuis une décennie, et son efficacité est elle aussi limitée par un système de dispatching obsolète, qui connaît de fréquentes pannes et qui ne permet pas de rendre disponibles les éléments d'information indispensables pour réaliser une bonne surveillance des installations et garantir une bonne réactivité d'exploitation.

#### Déficit financier du secteur:

Le creusement du déficit du secteur est dû à un ensemble de facteurs: faible rendement de la production, augmentation du prix du gaz naturel, pertes techniques élevées des réseaux de transport et de distribution, faible taux de facturation et recouvrement, fraude, gel de tarifs électriques de 2002 à 2008. La situation est en nette amélioration avec des efforts de la part du Gouvernement (négociations sur le prix du gaz, apurement des arriérés des fournisseurs d'électricité et gaz, amélioration du taux de recouvrement des factures, relèvement du tarif industriel, etc.), qui ont permis de résorber le déficit en fin 2013 et d'être excédentaire en 2014.

En ce qui concerne la production, le Gouvernement œuvre activement pour le développement de projets de production électrique (grand hydroélectricité et centrales thermiques) en partenariat avec les investisseurs privés. Cependant le développement des énergies renouvelables reste faible par rapport au potentiel et à l'intérêt exprimé par les investisseurs privés. L'UE peut aider à améliorer le cadre réglementaire et institutionnel ainsi qu'accompagner les efforts du Gouvernement dans l'identification, la préparation et la promotion de projets de production d'énergie renouvelables, afin d'attirer les investissements d'autres institutions financières (BEI en particulier) et du secteur privé, notamment européen.

En ce qui concerne la maîtrise de la demande, le savoir-faire européen peut être mis à disposition pour créer les bases pour le développement de projets d'efficacité énergétique. Compte tenu de l'impact possible et de l'intérêt exprimé par le secteur privé, il est proposé d'œuvrer pour la création d'un cadre réglementaire et institutionnel favorable, avec une attention particulière à l'efficacité dans les industries et dans les bâtiments publics. De manière complémentaire, la BEI prévoit d'intervenir dans le financement d'un programme national d'efficacité dans l'éclairage public.

En ce qui concerne l'accès, il est proposé de concentrer les interventions d'extension du réseau en milieu urbain où les actions, couplées avec des travaux de renforcement et renouvellement, pourront avoir un impact plus important par rapport à une intervention en milieu rural. Les zones d'intervention proposées par le Ministère de l'Energie et CI-ENERGIE sont Abidjan, San Pedro et Bouaké qui sont les principaux pôles de croissance économique de la Côte d'Ivoire et qui constituent un potentiel particulièrement élevé en termes de nouveaux abonnés et d'incidence sur la réduction de l'écart entre taux d'électrification et taux d'accès. Les extensions de réseau s'accompagneront d'une aide au branchement pour les populations les

plus défavorisées. Cette concentration géographique permettra une intervention massive qui sécurisera durablement la fourniture d'électricité dans ces villes.

#### Branchements sociaux

L'appui de l'UE est sollicité par le Ministère de l'Energie dans le cadre de la mise en œuvre du PEPT pour : l'appui à la rédaction et la révision des textes juridiques afin de faciliter la mise en œuvre du PEPT ; la création du fonds public PEPT et la mobilisation du financement pour la mise en œuvre du PEPT, à savoir le remboursement de 1000 FCFA par mois pendant 10 ans des branchements sociaux. Les dons permettront de garantir les prêts octroyés par les banques commerciales dans un fonds de type « revolving ». Ce programme pourrait être étendu aux villes secondaires ciblées suivant les critères établis relatifs au nombre de ménages non-connectés.

En ce qui concerne la fiabilité et la qualité de la fourniture d'électricité, l'intervention de l'UE sous forme de don paraît particulièrement nécessaire pour que le Gouvernement puisse rattraper le manque d'entretien et de renouvellement dans le réseau de distribution et restaurer la capacité d'investissement et de financement du secteur.

## **2 RISQUES ET HYPOTHÈSES**

<b>Risques</b>	<b>Niveau de risque(E/M/F)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Institutionnel: CI-ENERGIES est une structure créée en 2011 qui doit renforcer ses capacités de maîtrise d'œuvre du secteur. Si les différentes structures semblent avoir les qualifications adéquates, il est important que toutes ces structures maintiennent leur engagement d'affectation de personnel qualifié, notamment pour le suivi du projet.	M	Poursuite du renforcement des capacités en cours avec l'appui de la TAF SE4All, dont les études en cours sur l'équilibre financier du secteur et l'analyse économique et financière et en général la composante d'appui institutionnel au projet.  Surveillance commune pour l'ensemble des travaux.  L'Ordonnateur national aura la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage.
Libération et mise à disposition des emprises	M	Réalisation d'études d'impact environnemental et social ainsi que implication des autorités administratives et politiques.
Cofinancement avec la BEI, en particulier le délai d'octroi du crédit à l'Etat	M	La Délégation et l'Ordonnateur national ont établi un dialogue permanent avec la BEI sur les modalités de coopération en vue de conclure un Protocole d'Accord.
Non-respect de la répartition des responsabilités entre MPE et		Le dialogue sectoriel avec les bailleurs de fond mené par la

MINESUDD en matière de définition des stratégies "efficacité énergétique" et "énergies renouvelables"	F	Commission dans le cadre de la déclaration conjointe doit permettre de contribuer à la définition du partage des responsabilités.
Politique et sécuritaire: la stabilité du pays	M	Le Gouvernement, avec l'appui de partenaires tel que la Commission veille à contribuer à ce que la situation soit stable en particulier dans le cadre des élections présidentielles d'octobre 2015
<b>Hypothèses</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bon fonctionnement du système de branchements sociaux et l'intensification des actions de lutte contre la fraude et les branchements informels.</li> <li>• Volonté politique de poursuivre le processus (entamé avec la validation du code de l'électricité en début 2014) de réforme du cadre institutionnel pour le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.</li> <li>• Rédaction et validation du plan d'action nationale en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique (initiée par le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) dans le cadre de l'Initiative SE4ALL.</li> <li>• Poursuite des efforts du Gouvernement vers l'équilibre financier du secteur.</li> <li>• Organisation et animation du dialogue sectoriel pour assurer la conduite des programmes énergétiques.</li> </ul>		

### 3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

#### 3.1 Enseignements tirés

L'UE est intervenue dans le secteur énergie avec des projets d'urgence de renforcement de réseaux et d'électrification périurbaine et rurale. Une évaluation du "projet d'électrification de 23 localités" a été réalisée en 2014 permettant de tirer les enseignements des différentes actions menées:

- La dispersion géographique des interventions rend très difficile le suivi des travaux par la Délégation et les services de l'ordonnateur national, dans un contexte sécuritaire instable ;
- En termes de mise en œuvre de travaux d'électrification, la séparation entre fourniture des équipements et travaux d'installation (avec des contrats séparés de fourniture et de travaux) conduit à des incohérences, à un manque de clarté dans les responsabilités de chaque contractant, à des retards de mise en œuvre ;
- Une mission de surveillance est nécessaire pour que la Délégation et les services de l'ordonnateur national soient supportés dans leur rôle de vérificateur;
- Des audits techniques réguliers seront réalisés pour s'assurer que chaque acteur (Entreprise, Mission de surveillance, Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage, Bailleurs) joue pleinement son rôle ;



- L'impact des interventions est encore limité, car le programme de branchement sociaux n'a pas pleinement encore atteint les résultats escomptés;
- Pour ce qui est des interventions de renforcement à Abidjan, les besoins du secteur se sont développés plus vite que les gains obtenus grâce au projet et notre intervention. Bien que très utile, l'intervention s'est révélée insuffisante. Pour réaliser un projet qui soit utile dans le moyen terme, il est nécessaire, dans l'identification des actions, de disposer d'études qui tiennent compte de l'évolution de la situation.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Afin d'assurer la durabilité du projet et d'accompagner les réformes sectorielles nécessaires à garantir l'équilibre financier du secteur, l'UE a déjà commencé à mobiliser la Facilité d'assistance technique de l'initiative SE4ALL, notamment pour: réaliser une étude sur l'équilibre financier et sur les actions que le gouvernement a mis en place et prévoit de mettre en œuvre afin d'assurer l'autonomie du secteur; venir en appui au Ministère Chargé de l'Energie et au Ministère Chargé de l'Environnement pour la rédaction des textes d'application du nouveau Code de l'Electricité; appuyer la rédaction d'une feuille de route pour la mise en œuvre du Protocole d'Accord (MoU) UE- Côte d'Ivoire -France, qui définit les engagements mutuels du Gouvernement et de l'UE dans le cadre de leur partenariat dans le secteur de l'énergie.

En ce qui concerne les autres interventions de l'UE, un projet est actuellement en cours sur l'électrification de 7 localités dans le Zanzan, à partir de mini-centrales solaires. Il s'agit d'un projet pilote, cofinancé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). CI-Energies a lancé la réalisation de plusieurs plans directeurs dans le secteur de l'électricité qui devraient être terminés courant 2015. Le projet se mettra en cohérence avec ces plans directeurs qui serviront de base, avec les premiers résultats de ce projet, notamment institutionnels, à la définition des futures actions qui seront réalisées sur financement de l'enveloppe énergie du Programme indicatif national.

En ce qui concerne les autres partenaires au développement, les principaux programmes en lien avec l'action sont :

- La BEI intervient dans ce projet pour la première fois dans le secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire. La mission commune de mars 2014 a permis de définir les complémentarités UE-BEI.
- La BOAD finance un programme de 88 milliards de FCFA (environ 135 millions d'EUR) axé sur la construction de nouveaux postes sources de transformation à Abidjan (cette composante-ci est par ailleurs nécessaire pour que la BEI puisse satisfaire sa règle de prêt ne pouvant pas excéder 50% du capital nécessaire à la réalisation du projet), l'électrification transfrontalière avec le Ghana et la réhabilitation de postes de distribution;
- La Banque Mondiale termine le programme PURE qui a contribué au renforcement du réseau et à son extension dans le Grand Abidjan, à la réalisation d'études concernant le réseau de transport, à de l'appui institutionnel et à la mise en place d'un fonds revolving pour les branchements sociaux ;

L'AFD développe, avec le soutien du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (ATIF), un programme de mobilisation des banques commerciales (lignes de crédit et mobilisation assistance technique) pour le financement de projets d'investisseurs dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (Projet Sunref Afrique de l'Ouest). L'intervention de l'UE, développée

avec le soutien de l'ATIF par le biais du mixage prêts-dons, devrait permettre de faciliter l'accès des investisseurs à ces sources de financement. Les échanges dans le cadre de l'instruction de ce projet ont confirmé l'intégration de l'AFD à la Convention de financement, pour la mise en œuvre de la composante « branchements sociaux » mais aussi comme contributeur potentiel. Des discussions ont également porté sur des collaborations dans le cadre de la suite des activités qui seront menées dans le secteur de l'énergie sous le 11<sup>e</sup> FED.

À travers ce projet, l'UE pourra jouer un rôle central dans le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, catalyseur des nombreuses initiatives en cours et facilitateur d'interventions futures d'autres institutions financières (BEI et AFD en particulier). Dans ce sens, l'UE, qui a déjà relancé la coordination des bailleurs de fonds du secteur de l'énergie à l'occasion de l'instruction d'ENERGOS, poursuivra cet effort, en plus du dialogue de haut niveau engagé avec les autorités ivoiriennes.

### **3.3 Questions transversales**

La composante "accès" du projet prévoit la réalisation de travaux de réhabilitation et extension du réseau de distribution électrique. Ces différentes composantes du projet font objet d'études appropriées d'évaluation d'impact environnemental et social selon la législation en vigueur et seront prêtes avant le lancement des dossiers d'appel d'offres correspondants. L'appui à l'environnement et l'atténuation des changements climatiques sont des objectifs de la composante institutionnelle du projet. Bonne gouvernance: le projet vise l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie notamment par une contribution à la rédaction des textes réglementaires du nouveau code de l'électricité, à l'élaboration des documents de stratégie, et la mise en place d'un cadre de coordination du secteur. Genre: la participation des femmes aux activités du projet sera stimulée. Le projet exigera une expérience dans le domaine "genre" de l'équipe d'assistance technique; il exigera le respect des normes internationales du travail de l'Organisation internationale du Travail et d'un code de conduite pour le personnel sur le chantier par les entreprises de travaux; il développera des actions de sensibilisation aux questions du genre dans les différents programmes de formation, et intégrera des statistiques désagrégées hommes/femmes dans les bases de données concernées.

## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

Le projet entend contribuer au redressement du secteur électrique de la Côte d'Ivoire et à assurer de manière durable sa sécurité énergétique en vue de fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût.

Le projet a les objectifs spécifiques et vise à atteindre les résultats suivants:

- i. L'accès à l'électricité est accru sur l'ensemble du territoire et dans les zones d'intervention du projet en particulier:
  - Le nombre d'abonnés est augmenté, à travers des travaux d'extension du réseau dans les zones des travaux et la facilitation du branchement des populations dans tout le territoire,
  - Le nombre d'abonnés d'une puissance de 1.1kVA est augmenté, à travers l'appui au système de branchements sociaux,
  - Amélioration de l'accès à long terme.

- ii. Le système de distribution d'électricité dans les zones d'intervention du projet est optimisé et la demande y compris industrielle est satisfaite, à travers la mise à niveau du réseau existant:
  - Le temps moyen de coupure est réduit,
  - Les pertes techniques et commerciales du réseau de distribution sont réduites.
- iii. Le cadre institutionnel et réglementaire favorable à la participation du secteur privé et au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité est élaboré:
  - Les procédures de recueil, de traitement et de gestion des données sont établies, et les statistiques régulièrement disponibles et mises à jour (bilan énergétique, analyse de la demande par secteur de consommation, enquêtes de consommation, analyse des courbes de charge),
  - Une stratégie Efficacité Énergétique/Energies renouvelables par secteur économique est élaborée et adoptée,
  - Une loi-cadre Efficacité Énergétique/Energies renouvelables et ses textes d'application sont élaborés et adoptés,
  - Le code de l'efficacité énergétique dans les bâtiments est élaboré et adopté,
  - Le cadre institutionnel et réglementaire permet la participation du secteur privé aux segments d'activités objets du monopole de l'Etat,
  - Le cadre réglementaire, tarifaire et contractuel qui permettra d'encourager les investissements d'efficacité énergétique dans les industries et dans les bâtiments ainsi que de production d'électricité à partir de sous-produits des agro-industries, des déchets urbains, d'hydroélectricité et d'électricité solaire, est défini,
  - Un réseau de professionnels en Efficacité Énergétique/Energies renouvelables existe pour l'accompagnement des entreprises dans la réalisation de projets d'efficacité énergétique et de production d'énergies renouvelables, à travers la mise en place de dispositifs d'information et d'accès à l'expertise, de programmes de formation, de mécanismes de promotion des investissements.

Les principaux indicateurs pour le suivi de l'atteinte des résultats du projet sont:

- Le nombre de km de ligne (Basse Tension, Moyenne Tension)
- Le nombre de postes (source, distribution, réflexion)
- Le nombre potentiel de branchements que le projet va engendrer dans les zones cibles
- Nombre d'abonnés domestiques ;
- Taux d'électrification
- Pertes techniques et non techniques
- Temps moyen de coupure
- Statistiques régulièrement disponibles et mises à jour
- Stratégie Efficacité Énergétique/Energies renouvelables par secteur économique adoptée
- Code de l'efficacité énergétique dans les bâtiments adopté
- Réseau de professionnels en Efficacité Énergétique/Energies renouvelables existe

- Nombre de textes d'application du code de l'électricité rédigé et adopté

## 4.2 Principales activités

### 1. Accès à l'électricité

#### 1.1. Travaux de renforcement et d'extension du réseau de distribution dans des zones péri-urbaines (Bouaké, San Pedro, Abidjan) en particulier :

- Renforcement :
  - Renforcement de postes sources existants
  - Renforcement et restructuration de réseau Moyenne Tension existants
  - Création de deux postes de réflexion à Abidjan et réhabilitation de postes de sectionnement et de réflexion à San Pedro et Bouaké
- Extension du réseau Haute Tension A/Basse Tension A/Eclairage Public (HTA/BTA/EP)
  - Création de nouveaux départs HTA
  - Création de nouveaux postes de distribution HTA/BT
  - Extension du réseau de distribution (HTA/BT)
- Automatisation du réseau HTA à Abidjan et Bouaké

#### 1.2. Réalisation de branchements sociaux

#### 1.3. Surveillance des travaux

### 2. Système de distribution – Efficacité énergétique

#### 2.1. Renforcement du système de dispatching national par la création d'un nouveau centre de dispatching, la mise à jour et l'installation d'équipements

#### 2.2. Réalisation d'un programme d'éclairage public efficace par le remplacement de lampes à faible efficacité

#### 2.3. Surveillance des travaux

### 3. Appui institutionnel

Appui à la gouvernance du secteur en créant un cadre institutionnel, réglementaire et financier propice. En particulier:

- Appui à la mise en place de procédures de recueil, de traitement, de gestion de mis à jour et de publication des données relatives au secteur de l'énergie,
- Appui à la définition, dans le domaine de l'Efficacité Énergétique/Energies renouvelables de politiques et de réglementations de nature à faciliter la participation du secteur privé aux segments d'activités objet du monopole d'état et d'encourager les investissements dans ce secteur,
- Appui à la mise en place et à l'activation d'un réseau de professionnels en Efficacité Énergétique/Energies renouvelables pour l'accompagnement des entreprises dans la réalisation de projets d'efficacité énergétique et de production d'énergies renouvelables,
- Renforcement des capacités du MPE, de l'institution qui sera responsable de la promotion de l'Efficacité Énergétique et des Énergies Renouvelables, de l'ANARE et des autres administrations concernées.

### **4.3 Logique d'intervention**

Dans un contexte d'équilibre fragile du secteur et d'un problème conséquent de taux d'électrification, l'intervention vise à augmenter directement l'accès à l'énergie via des travaux d'extension et un appui aux programmes de branchements sociaux et à améliorer la gouvernance du secteur de manière à créer entre autres un cadre propice aux investissements dans la production d'énergie renouvelable.

La réalisation des ouvrages nécessite un bon fonctionnement institutionnel avec au cœur CI-ENERGIES, la CIE, l'Ordonnateur national et un cadre de collaboration clairement établi à travers un protocole d'accord avec la BEI. La présence de la TAF SE4ALL en appui au projet avec un assistant technique résident facilitera la chaîne de communication et l'identification précoce des problèmes. Pour que les ouvrages permettent d'améliorer réellement l'accès, le programme d'accès aux branchements sociaux doit fonctionner et permettre via un fonds, d'atteindre un maximum de bénéficiaires. La définition de méthodes de travail avec l'entité décentralisée (agence de l'Etat ou agence internationale) en charge du programme sera un autre élément clé dans la réussite.

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 322/2015.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

Non applicable.

### **5.4 Modalités de mise en œuvre**

#### **5.4.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'AFD conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 FED applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) n° 323/2015.

Cette mise en œuvre implique la réalisation de la composante "Accès à l'électricité" du programme (Activité 1.2 : réalisation des branchements sociaux). Ce mode de mise en œuvre se justifie car l'AFD dispose d'une expertise et d'un réseau pour mener cette action, elle est un partenaire reconnu par les autorités ivoiriennes, également dans le domaine des énergies renouvelables, et offre la possibilité d'y apporter une contribution financière. Les modalités pour la mise en œuvre de cette activité seront définies en prenant en compte l'approche générale du Gouvernement à travers sa stratégie nationale pour les branchements sociaux, en

particulier le PEPT. Selon l'approche qui sera retenue par le Gouvernement, un recours à l'Instrument Facilité Afrique pourrait également être envisagé.

#### **5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire**

Une partie de la présente action ayant pour objectif d'accroître l'accès au réseau et d'élaborer un cadre institutionnel favorable à la participation du secteur privé et le développement des énergies renouvelables (Activité 1.1 – Travaux/Extension du réseau; Activités 1.3 et 2.3 - Supervision des travaux; Activité 3 - Appui Institutionnel ), peut être mis en œuvre en gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) n° 323/2015 :

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 50 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant maximal est de 50 000 EUR. La Commission procède à un contrôle ex ante des procédures d'adjudication pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et dont le montant maximal est de 100 000 EUR pour les subventions.

La contribution financière ne couvre pas les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) n° 323/2015 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) n° 323/2014, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

Activité 1.1 : Travaux-Extension du réseau : Les travaux d'extension du réseau seront cofinancés par une contribution FED pour certains travaux et des prêts de la BEI pour d'autres (voir la ventilation en section 5.6). La BEI et l'UE définiront ensemble les modalités de mise en œuvre du projet et les responsabilités respectives. CI-ENERGIES assurera la maîtrise d'œuvre déléguée.

Activité 3 : Appui Institutionnel : L'assistance technique pour la composante "appui institutionnel" sera sélectionnée au moyen d'appels d'offres pour services. Pour certaines parties de l'appui institutionnel comme par exemple la mise en place et l'activation d'un réseau de professionnels, il pourrait être envisagé de lancer un appel à propositions.

Activité 1.3 et 2.3 : Supervision des travaux : Les marchés pour la supervision des travaux, qui couvrent l'ensemble des contrats de travaux, pourront être lancés avec clause suspensive.

Pour les travaux entrant dans le périmètre du contrat de concession, comme requis par ce contrat, la supervision pourra se faire en collaboration avec l'entité de droit public ou privé exerçant une mission de service public.

### **5.5 Vue d'ensemble de la mise en œuvre (financement FED) Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

### **5.6 Budget indicatif**

	<b>Contribution de l'UE (EUR)</b>	<b>Contribution indicative BEI (cofinancement parallèle - EUR)</b>	<b>Total (EUR)</b>
<b>Réalisation des branchements sociaux</b>			
<b>5.4.1 - GESTION INDIRECTE AVEC L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT</b>	<b>10 000 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000 000</b>
<i>Branchements</i>	<i>10 000 000</i>	<i>0</i>	<i>10 000 000</i>
<b>5.4.2 - GESTION INDIRECTE AVEC LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE</b>	<b>55 735 000</b>	<b>117 649 000</b>	<b>173 384 000</b>
<i>Travaux renforcement et extension réseau - Bouaké et San Pedro</i>	<i>46 735 000</i>	<i>0</i>	<i>46 735 000</i>
<i>Travaux renforcement et extension réseau - Abidjan</i>	<i>0</i>	<i>62 039 000</i>	<i>62 039 000</i>
<i>Surveillance des travaux renforcement et extension réseau – Bouaké, San Pedro et Abidjan</i>	<i>4 000 000</i>	<i>0</i>	<i>4 000 000</i>
<b>Système de distribution – efficacité énergétique</b>			
<i>Travaux Dispatching</i>	<i>0</i>	<i>39 934 000</i>	<i>39 934 000</i>
<i>Travaux Eclairage public</i>	<i>0</i>	<i>15 676 000</i>	<i>15 676 000</i>
<i>Surveillance des travaux Dispatching</i>	<i>2 000 000</i>	<i>0</i>	<i>2 000 000</i>

<i>et Eclairage public</i>			
<b><i>Appui Institutionnel</i></b>			
<i>Appui Institutionnel</i>	<i>3 000 000</i>	<i>0</i>	<i>3 000 000</i>
<b>AUTRES</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	800 000	0	800 000
5.11 – Communication et visibilité	200 000	0	200 000
Provisions pour Imprévus	4 000 000	0	4 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>70 735 000</b>	<b>117 649 000</b>	<b>188 384 000</b>

### **5.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

Un *comité de pilotage* supervisera le projet. Il aura essentiellement un rôle d'orientation et de décision. Il se réunira au moins une fois par an à compter de la signature de la Convention de Financement et sera composé de parties prenantes principales.

Le comité de pilotage sera présidé par l'Ordonnateur national (maître d'ouvrage); le secrétariat sera assuré par CI-ENERGIES (maîtrise d'œuvre).

Un *comité technique* sera établi pour assurer un suivi continu du projet qui se réunira au moins quatre fois par an après la signature du premier contrat financé dans le cadre du projet. Il sera composé de parties prenantes principales.

La présidence du comité de suivi technique sera assurée par le Ministère du Pétrole et de l'Energie et le secrétariat technique assuré par CI-ENERGIES.

Les Parties conviennent que les bailleurs pourront demander à participer aux réunions des comités ci-dessus par télé ou vidéoconférence ce qui sera alors organisée avec l'appui technique du Chef de File dans toute la mesure du possible. D'autres structures pourraient être invitées à participer à ces comités à titre consultatif en fonction de leurs compétences et des thématiques.

### **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, les partenaires de mise en œuvre doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).



## **5.9 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

- évaluation à mi-parcours: Elle sera réalisée pour résoudre des problèmes et d'adapter le projet en cas de besoin pour s'assurer d'atteindre les résultats.
- évaluation finale ou ex post: Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier de la collaboration avec la BEI et des modalités innovantes des branchements sociaux.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation qui seront lancés à mi-parcours et à la fin du programme.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit (financier et technique), dans le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'UE. Les mesures de communication et de visibilité sont mises en œuvre par l'intermédiaire de marchés.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services, dans le 3<sup>ème</sup> trimestre 2016.

## APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et les lignes de base qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base en 2014	Cibles Pour la fin du projet fin 2020	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Contribuer au redressement du secteur électrique de la Côte d'Ivoire et à assurer de manière durable sa sécurité énergétique en vue de fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût.				Suite du PND	La poursuite des efforts du gouvernement vers l'équilibre financier du secteur.  L'organisation et l'animation du dialogue sectoriel pour assurer la conduite des programmes énergétiques

<b>Objectif(s) spécifique(s):</b> <b>Effet(s) direct(s)</b>	L'accès à l'électricité est accru sur l'ensemble du territoire et dans les zones d'intervention du projet en particulier :	Nombre total de nouveaux abonnés dans les villes d'intervention	Nombre d'abonnés en 2014  - Abidjan : 522.211 - Bouaké : 76.529 - San Pédro : 22.298 Total : 621.048	Nouveaux abonnés grâce au projet : - Abidjan : 61.517 - Bouaké : 31.281 - San Pédro : 13.457 Total : 106.254	Statistiques DGE, CIE et CI-Energie, SIE, rapports TAF	
		Nombre de ménages bénéficiant d'une connexion améliorée grâce à la réhabilitation (stabilité, coupure)		- Abidjan : 156.663 - Bouaké : 38.269 - San Pédro : 8.919 Total : 203.852		
		Nombre d'abonnés bénéficiant de branchements sociaux		Au moins 43 500, voire plus en fonction l'éventuelle contribution de l'AFD à travers une ligne de crédit qui alimentera le fonds.		
		Km de lignes de distribution		259 km additionnels		
		Km de lignes de transmission		338 km additionnels		
		Renforcement distribution		300 MVA		
		Renforcement transmission		38,4 MVA		

	Le système de distribution d'électricité dans les zones d'intervention du projet est optimisé et la demande (notamment industrielle) est satisfaite, à travers la mise à niveau du réseau existant.	Temps moyen de coupure	37h35 minutes par an	35h35 heures/an (- 2 heures de réduction)		
		Pertes techniques, non-techniques et commerciales du réseau de distribution	1764 Gwh/an au niveau national (21,5% de 8216 Gwh) en 2014	Réduction de 158,2 Gwh/an à 1606 GWh		
		Nombre de lampes SHP installés		74 000 lampes remplacées	Rapport mission surveillance	

	<p>Le cadre institutionnel et réglementaire favorable au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique existe :</p>	<p>Adoption des textes réglementaires du Code de l'électricité par le Ministère en charge des énergies renouvelables avant fin 2017</p> <p>Adoption d'une stratégie et d'un plan d'action proposant des normes et instruments financiers adaptés par le Ministère en charge des énergies renouvelables avant fin 2017</p> <p>Existence de statistiques : bilan énergétique, analyse de la demande par secteur de consommation, enquêtes de consommation, analyse des courbes de charge</p> <p>Régularité de la mise à jour de ces données</p> <p>Existence d'une stratégie EE/ER par secteur économique</p> <p>Existence d'une loi-cadre EE/ER et des textes d'application</p>			Journal Officiel, DGE, CIE et CI-Energie, SIE, DGDD	<p>La volonté politique de poursuivre le processus (entamé avec la validation du code de l'électricité en début 2014) de réforme du cadre institutionnel pour le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.</p>
--	---	--	--	--	---	--

	Le code de l'efficacité énergétique dans les bâtiments est élaboré et adopté.	Existence du code de l'efficacité énergétique dans les bâtiments.			Journal Officiel, DGE, CIE et CI-Energie, SIE, DGDD	
	Le cadre réglementaire, tarifaire et contractuel qui permettra d'encourager les investissements d'efficacité énergétique dans les industries et dans les bâtiments ainsi que de production d'électricité à partir de sous-produits des agro-industries, des déchets urbains, d'hydroélectricité et d'électricité solaire, est défini.	<p>Volume des investissements d'efficacité énergétique dans les industries et dans les bâtiments</p> <p>% d'électricité produite à partir des agro-industries, des déchets urbains, d'hydroélectricité et d'électricité solaire, est défini.</p>				
	Un réseau de professionnels EE/ER existe pour l'accompagnement des entreprises dans la réalisation de projets d'efficacité énergétique et de production d'énergies renouvelables, à travers la mise en place de dispositifs d'information et d'accès à l'expertise, de programmes de formation, de mécanismes de promotion des investissements.	Existence d'un réseau de professionnels EE/ER				
		<p>Nombre de dispositifs d'information et d'accès à l'expertise pour ces professionnels</p> <p>Nombre de nouveaux programmes de formation pour les professionnels</p> <p>Nombre de professionnels formés</p> <p>Nombre de mécanismes de promotion des investissements</p>				

